



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1213

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

**M. le président.** La parole est à Mme Clémentine Autain, pour le groupe La France insoumise.

**Mme Clémentine Autain.** Ma question s'adresse au Premier ministre.

Hier, le groupe Alstom a annoncé un joli versement de dividendes à ses actionnaires. Pendant ce temps, les promesses de General Electric contenues dans l'accord signé en 2014 pour la cession d'Alstom à l'entreprise américaine ont évidemment fait long feu. *(MM. Jean Lassalle, Sébastien Chenu, Nicolas Dupont-Aignan et Mme Marine Le Pen applaudissent.)*

En bon fossoyeur de l'industrie française, Emmanuel Macron a mis toute son énergie, quand il était secrétaire général de l'Elysée puis ministre de l'économie, pour forcer la vente d'Alstom. Quatre ans plus tard, le bilan est sans appel. Certains pensent peut-être que l'on peut créer des richesses avec rien, que l'État peut se déposséder toujours plus et laisser faire le privé. *(Mêmes mouvements.)*

Qu'ils regardent ici le résultat : la déconfiture est totale, General Electric prend l'eau et les 1 000 emplois promis ne sont aujourd'hui qu'un mirage – ils me rappellent le pin's du Medef, vous vous souvenez, avec le million d'emplois jamais créé pendant que les entreprises empochent tranquillement les milliards publics du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le CICE. *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR.)*

Comme les prétendus engagements de General Electric arrivent à échéance très bientôt, en novembre, certains sites se trouvent directement menacés de fermeture, comme le site historique de Belfort.

Ce sont donc aujourd'hui et demain des emplois, des vies, des familles, des territoires qui sont en jeu. Ce sont aussi des outils industriels, bradés, ceux dont nous avons justement besoin pour mener la transition énergétique et pour garantir l'indépendance de la France. *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR – MM. Jean Lassalle et Nicolas Dupont-Aignan applaudissent également.)*

Mais quand on est capable de donner au privé Aéroport de Paris, La Française des jeux, Engie, Gaz de France et, demain, la SNCF, tout devient tristement, si tristement possible ! *(Applaudissements sur les bancs des groupes FI et GDR – MM. Jean Lassalle, Sébastien Chenu, Nicolas Dupont-Aignan et Mme Marine Le Pen applaudissent également.)*

Monsieur le Premier ministre, comment croire que de maigres sanctions financières – 50 millions sur 7 milliards de chiffre d'affaires, une goutte d'eau ! – pourraient contraindre Général Electric ? C'est une plaisanterie ! Monsieur le Premier ministre, quand cesserez-vous de mettre l'État à genoux et de mener cette politique de

sacrifice industriel ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes FI, GDR et de plusieurs députés non-inscrits.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

**M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.** Madame la députée Clémentine Autain, je crois que les Français ont droit à la vérité plutôt qu'à des péroraisons (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM – Protestations sur les bancs du groupe FI.*) La vérité, vous le savez très bien, madame Autain, c'est qu'il n'a jamais été question de privatiser la SNCF, qui est un grand service public et qui, grâce à nous, grâce à la réforme que nous avons menée, restera un grand service public compétitif. (Mêmes mouvements.)

La vérité, madame Clémentine Autain, c'est que pour la première fois depuis dix ans, la France industrielle a recréé des emplois.

**M. Christian Hutin.** Et Alstom ?

**M. Bruno Le Maire, ministre.** Le Président de la République n'est pas un fossoyeur de l'industrie : avec cette majorité, il en est le redresseur ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM – Exclamations sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

**M. Fabien Di Filippo.** La seule chose que vous ayez redressée, c'est la CSG !

**M. Éric Coquerel.** Répondez donc à la question sur Alstom !

**M. Bruno Le Maire, ministre.** La vérité, madame Clémentine Autain, tous les salariés d'Alstom la connaissent, ceux que j'ai rencontrés à Belfort ou ailleurs : GE, General Electric, est effectivement confrontée à un retournement complet du marché de l'énergie. On ne joue pas avec les craintes et les inquiétudes des salariés qui eux, contrairement à vous, connaissent parfaitement l'état du marché ; (*Vives protestations sur les bancs du groupe FI.*) qui eux, contrairement à vous, ont constaté que GE avait supprimé massivement des emplois partout dans le monde – et ils s'inquiètent pour leur travail –, qui eux ont vu que GE venait de changer de président-directeur général ! Vous auriez pu m'interroger à ce propos parce que l'inquiétude des salariés est là, et je la comprends ! Je comprends qu'ils puissent être inquiets de ce changement à la tête de cette grande entreprise !

GE avait pris des engagements. Il y a quelques mois, j'avais rencontré son président et je devais le revoir courant octobre pour m'assurer qu'il tiendrait ses engagements sur la compensation des emplois non-crés, sur la revitalisation de certains sites et sur le soutien apporté aux filières les plus prometteuses, celles des énergies renouvelables.

Eh bien, je prendrai contact dans les prochains jours (*Exclamations sur les bancs des groupes FI et GDR.*) avec le nouveau président de General Electric pour lui demander de tenir ces engagements, qui étaient ceux de ses prédécesseurs, vis-à-vis de l'État français (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM*) et vis-à-vis des salariés. (*Exclamations sur les bancs des groupes FI et GDR.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Clémentine Autain](#)

**Circonscription :** Seine-Saint-Denis (11<sup>e</sup> circonscription) - La France insoumise

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1213

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Économie et finances

**Ministère attributaire :** Économie et finances

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [4 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 octobre 2018](#)